

La Dictature de la Bourgeoisie

La Bourgeoisie, héritière de la Révolution française. - Sous le masque du Libéralisme, elle pratique tous les abus de la Dictature. - Les deux erreurs fondamentales qui ont annulé les conquêtes révolutionnaires de 1789. - « Liberté » « Égalité » « Fraternité ». Telle est la devise de la République bourgeoise et du Régime démocratique. - Contraste scandaleux entre les termes de cette trilogie et la réalité des faits. - Les Classes ont remplacé les Castes de l'ancien Régime. - La Classe bourgeoise constitue une vaste Association de Malfaiteurs qu'on peut appeler « LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU VOL, DU MENSONGE ET DE LA VIOLENCE ».

Camarades,

Mardi dernier, je vous ai dit que ce continent sur lequel nous vivons avait été par deux fois le théâtre d'une fausse rédemption : la première fois, il y a deux mille ans, par le Christianisme ; la seconde fois, il y a cent trente ans, par la Révolution française. J'ai consacré ma première conférence à l'étude de la fausse rédemption chrétienne. Je me propose de consacrer celle-ci à la faillite de la rédemption bourgeoise.

Je dis : rédemption *bourgeoise* parce que c'est la bourgeoisie qui a été historiquement la continuatrice de la Révolution française. C'est elle qui, depuis 1789, a dirigé les destinées de ce pays et gère ses affaires. C'est la classe bourgeoise qui s'est installée dans la fonction gouvernementale ; c'est elle qui, après avoir pris le triple pouvoir : exécutif, législatif et judiciaire, a peuplé le parlement de ses créatures, placé les siens à la tête des ministères, dans les administrations, au sommet de tous les services ayant un caractère public. Elle a envahi le commerce, l'industrie, l'agriculture, la finance.

Elle a fait la loi à son image. Elle l'a appliquée au mieux de ses intérêts. Avec une astuce incomparable, la classe bourgeoise a réussi à confondre ses intérêts de classe si étroitement avec ceux du pays qu'elle est parvenue à faire croire à la masse ignorante que sa sécurité, c'est la sécurité de la France, que sa prospérité, c'est la prospérité de la nation et que défendre les intérêts de la classe capitaliste, c'est défendre les intérêts du pays tout entier.

Depuis 1830, la bourgeoisie, sans interruption, a exercé un pouvoir absolu. Sous Louis-Philippe comme sous Napoléon III, sous la République de 1848 comme sous celle de 1871, c'est la classe bourgeoise qui a été maîtresse absolue. C'est elle qui a gouverné et dirigé les événements à son gré.

Dans ce but, elle s'est servie de tous les moyens, des pires surtout. Elle n'a reculé devant rien. Tout a été bon à la classe bourgeoise pour maintenir son pouvoir et étendre sa domination : ruse, violence, terreur.

Février 1848 et mai 1871 marquent les époques de violence où, dans les rues, sur les boulevards, sur les places publiques, les populations insurgées ont été odieusement massacrées. Fourmies, Narbonne, Draveil-Vigneux, Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape nous rappellent les victoires déshonorantes que la bourgeoisie a remportées sur la classe ouvrière revendiquant ses droits.

Aujourd'hui enfin, nous assistons à une répression sans précédent. Les prisons sont pleines de militants syndicalistes, socialistes, libertaires, communistes, qui n'ont commis d'autre crime que celui de tenir la tête haute alors que la multitude rampe et courbe l'échine. C'est ce régime de pouvoir absolu, sans pudeur ni scrupules, que j'appelle la Dictature de la bourgeoisie.

Or, l'expérience a duré depuis plus d'un siècle. L'heure est venue pour nous d'examiner, à la lueur des faits, la valeur et les résultats de cette expérience, sans autre souci que celui de l'exactitude, sans autre passion que celle de la vérité.

Mais je veux tout d'abord écarter une objection que j'ai entendu fréquemment formuler. La voici.

Des adversaires nous disent : « Vous portez sur la Révolution française, sur la République, sur le régime démocratique, un jugement prématuré que pourraient infirmer les événements ; vous êtes bien pressés ; permettez aux institutions que la France démocratique et libérale s'est données de se développer pleinement ; permettez à l'arbre planté en 1789 de porter ses fruits. »

Et nos adversaires ajoutent : « Le progrès s'avance lentement ; les progrès trop brusques, trop rapides, sont presque toujours plus apparents que réels ; ce sont des progrès sans lendemain ; attendez ; le présent est triste et difficile, mais l'avenir de la France républicaine est plein de promesses ; patientez ! »

Telle est l'objection qui nous est faite, tendant à insinuer que nous portons avec trop de précipitation un jugement prématuré sur le régime social actuel. Notez en passant, camarades, que les mêmes personnes qui

tiennent ce langage, qui nous invitent à attendre, qui craignent que nous ne nous laissions aller à un jugement précipité, sont celles qui condamnent sans appel la jeune République soviétique qui, elle, n'a encore que trois années d'existence, et qui, dès le premier jour, dans un pays immense, peuplé de 150 millions d'habitants, s'est trouvée aux prises avec les difficultés les plus extraordinaires et est obligée de se défendre, au prix de mille sacrifices et de privations indicibles, contre la coalition monstrueuse, faite de haines et de convoitises. Ils jugent sans appel, eux, ce régime qui ne vit que depuis trois ans et trouvent que nous nous laissons aller à un jugement trop hâtif lorsque nous jugeons, nous, un régime qui a cent trente années d'existence. Car, il y a cent trente ans, ne l'oubliez pas, que la Bastille a été prise et que chaque année on nous invite à en célébrer le glorieux anniversaire. Et il y a cinquante ans que, sans solution de continuité, le régime républicain et démocratique fonctionne dans ce pays. La preuve, c'est que, il y a quelques jours, on nous conviait à commémorer avec piété et enthousiasme le cinquantenaire de cette République.

Nous disons que l'expérience a été assez longue, qu'elle a suffisamment duré. Le crédit que notre raison et notre esprit pouvaient accorder à ce régime avant de le juger est largement expiré et nous avons le droit de nous prononcer nettement sur lui.

La Révolution française, il faut le reconnaître, a été un bouleversement profond. Elle a modifié les situations acquises. Elle a jeté dans le monde une foule d'idées. Elle a transformé dans une large mesure les bases de la société féodale.

Face aux résultats piteux – je me réserve de les qualifier plus sévèrement par la suite – dont nous avons sous le regard le décevant spectacle, nous sommes tout naturellement amenés à nous demander si la pensée de ceux qui, encyclopédistes, philosophes, juristes, hommes publics, furent les précurseurs de la Révolution française, si cette pensée fut réellement loyale et sincère. Nous sommes amenés à nous demander si leur action de liberté, d'égalité, de fraternité, action aujourd'hui déformée, méconnue, violente par le régime de répression et de tyrannie qui pèse sur nous, si cette action fut une action virile et résolue ou si elle ne fut pas simplement une attitude théâtrale de duplicité et de cabotinage.

En raison de la ressemblance qui existe entre la République de 1920 et la royauté de 1789, nous éprouvons quelque inquiétude et nous nous demandons si ceux qui, en janvier 1793, ont décapité la monarchie en la personne de Louis XVI ont accompli ce geste uniquement pour remplacer par un Poincaré ou un Millerand (je ne parle pas du fantoche Deschanel), non pas au Louvre ou à Versailles, mais à l'Élysée, le monarque que la France vomissait avec indignation.

Ne nous hâtons pas de juger trop sévèrement l'attitude de ceux qui ont été les précurseurs de la Révolution française. L'action de ces hommes énergiques qui accomplirent cet immense mouvement qui va de 1789 à 1795, tenons-la pour loyale et sincère, pour virile et résolue. S'il y a quelque similitude entre la République d'aujourd'hui et la monarchie croulante de 1789, sachons que cette ressemblance est un défi porté, un outrage jeté aux hommes qui firent la Révolution.

Mais alors, comment expliquer, me dira-t-on, ce contraste singulier entre les faits que nous avons le regret de constater et la pensée, la volonté, l'action de ces hommes ?

C'est que ceux qui ont préparé et plus tard accompli la Révolution française sont tombés dans deux erreurs. Je parle des deux erreurs les plus importantes – ils en ont commis bien d'autres – de celles qu'on peut qualifier de fondamentales, de ces erreurs qui vicient, tôt ou tard mais fatalement, tout un régime.

La première, c'est d'avoir ignoré, méconnu ou sous-estimé l'importance capitale du problème économique. Ils n'ont pas, ces animateurs de la Révolution française, attribué au problème économique la place prépondérante qu'il occupe dans les relations humaines et dans la constitution des Sociétés.

Ont-ils cru à l'attrait irrésistible des idées ? Se sont-ils imaginé, ces idéologues, ces spéculatifs, ces métaphysiciens, qu'il suffirait d'affirmer la liberté, l'égalité et la fraternité pour que, *ipso facto*, c'est-à-dire tout de suite, immédiatement et nécessairement, les hommes à qui on tenait un tel langage devinssent libres, égaux et fraternels ? C'est possible.

Saturés d'esprit religieux – je ne dis pas catholique –, imbus de théories spéculatives, aimant la dissertation basée sur les idées plus que sur les faits, ces hommes ont-ils cru que l'idée détermine le fait et non que le fait détermine l'idée ? C'est encore possible.

Enfin, ont-ils naïvement pensé que résoudre le problème politique et moral c'était en même temps résoudre le problème économique ? Il se peut.

Nous ne pouvons sur ces différents points qu'enregistrer des suppositions.

Toujours est-il qu'ils négligèrent toutes les questions que soulèvent les relations du capital et du travail, la création et l'accaparement des richesses, le transport et la répartition des produits, en un mot le problème économique. Voilà leur première erreur.

Non moins grave est la seconde. Ils ont attribué à la Royauté, au Gouvernement par un seul, à la forme constitutionnelle qui porte l'étiquette de Monarchie, les fautes imputables en réalité à tous les régimes basés sur l'autorité, à tous les États, à tous les gouvernements quelles que soient leurs origines, leur forme, leurs modalités, leur dénomination. Ils n'ont pas compris que, l'État, qu'il soit démocratique ou aristocratique, républicain ou

monarchique, c'est l'installation au pouvoir d'une poignée d'individus constitués en caste, selon les temps et selon les lieux, guerriers, nobles ou ploutocrates, qui, après s'être emparés du gouvernement, le font servir aux intérêts et privilèges de leur classe ou de leur caste et se passionnent à la prospérité de leurs propres affaires au détriment de la population asservie par eux.

Tel est l'État, qu'il soit monarchique ou républicain, qu'il s'inspire de la pensée théocratique, aristocratique ou bourgeoise. L'État c'est cela, c'est son rôle, c'est sa raison d'être, c'est sa fonction. Il ne peut pas agir autrement.

Rappelez-vous la thèse que j'ai soumise à votre appréciation et livrée à vos réflexions, mardi dernier, thèse qui consiste à interpréter l'histoire de la manière suivante. Tout mouvement partant du principe d'autorité, tout courant d'opinion, toute action historique basée sur le principe d'autorité retourne au principe d'autorité d'où ce mouvement est sorti après avoir traversé trois phases, : celle du ridicule ou du dédain, celle de l'examen ou de la persécution, celle du triomphe ou de l'escamotage.

Il était fatal que, ne prévoyant pas ce retour à la forme tyrannique, au principe d'autorité, la Révolution, affirmée au début comme un mouvement irrésistible de libération et d'indépendance, revînt à son point de départ, à la tyrannie et à la dictature.

Telles sont les deux erreurs qui ont engendré la faillite de la rédemption bourgeoise. Et ces deux erreurs se sont en quelque sorte conjuguées et ont engendré la situation présente.

Entrons dans le détail de cette faillite sur laquelle je me reprocherais d'insister, tant elle est évidente, si je n'avais la ferme intention de donner à ces conférences un caractère éducatif et d'en faire un enseignement. Entrons dans le détail et cette faillite de la rédemption bourgeoise va apparaître immédiatement certaine, manifeste, indiscutable.

Les grands mouvements historiques ont tous, camarades, une devise qui les résume et qui frappe en même temps le cœur et l'imagination des foules. « *Liberté, Égalité, Fraternité* », telle fut la devise de la Révolution française. Ces mots merveilleux ont été, depuis, tellement galvaudés, ils couvrent aujourd'hui tant de hontes, tant de vilenies, tant de crimes, tant de forfaits, tant de bassesses, que nous avons peine à nous imaginer la magique vertu de cette trilogie. Nous avons peine à croire jusqu'à quel point ces trois mots fulgurants se gravèrent dans la pensée en même temps que dans le cœur des hommes de cette époque, et exercèrent sur eux un prestige et une fascination incomparables. Cependant cela est vrai.

« *Liberté ?* » La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, cette charte qui devait réunir, grouper toutes les consciences et tous les cerveaux de l'époque, débutait par cette affirmation magnifique : « Tous les hommes naissent libres ! »

« *Égalité ?* » Cette même Déclaration continuait par cette affirmation qui, étant donnée l'époque, était superbement révolutionnaire : « Tous les hommes naissent égaux ! »

« *Fraternité ?* » Et enfin, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen affirmait : « Tous les hommes sont frères ! ».

O puissance du verbe ! Dois-je m'en réjouir ou m'en attrister ? O magie des mots ! C'est cette trilogie qui, s'élevant au-dessus des monarques, des nobles, des clergés de toutes les castes qui représentaient le passé, c'est cette trilogie qui fit trembler les rois, les seigneurs et les prêtres et jeta dans le cœur des hommes une exaltation sans précédent.

Qu'en avons-nous fait de ces trois mots incomparables ? Est-ce qu'ils trouvent leur application dans la démocratie de nos jours ? Nous allons le voir.

Analysons d'abord la Liberté.

Liberté, voilà un des plus beaux mots de la langue française. C'est au nom de la liberté que les hommes se sont levés, qu'ils ont de temps en temps tenté de briser leurs chaînes pour conquérir la liberté de l'estomac, la liberté de l'esprit, la liberté du cœur. Ce mot magique a soulevé les foules et les a portées, frémissantes, sur la route du progrès. C'est par centaines, c'est par milliers que des héros ont succombé pour la liberté, laissant dans le sillon de l'histoire la trace de leur sang, fécond et régénérateur. Oui : « Liberté » est certainement un des mots les plus beaux, les plus magnifiques de notre langue. Il exprime le bien suprême, sans lequel les autres ne sont rien. Soyez heureux matériellement, ne manquez de rien, mais soyez enfermés, isolés, captifs et dans l'impossibilité de communiquer avec vos frères en humanité, manquez de ce bien précieux qu'est la liberté, et vous aurez beau avoir tout le reste, vous manquerez de tout.

De quelles libertés jouissons-nous ?

Ou, plus exactement, quelles sont les libertés que nous avons conquises ? Car vous pensez bien que ces libertés si infimes que nous possédons aujourd'hui, on ne nous les a pas données. Nous les avons arrachées à l'adversaire, conquises de haute lutte. Quelles sont ces libertés conquises ?

En principe, nous les possédons toutes. Mais en réalité, nous n'en exerçons aucune. Nous avons théoriquement le droit de penser, d'écrire, de parler, de circuler, d'aller et de venir, de nous réunir, de manger à notre guise, de nous loger et de nous vêtir à notre convenance... Oui, en droit, nous possédons toutes ces libertés ; mais en fait nous n'en possédons aucune.

Un exemple. Prenons, si vous voulez, la liberté de penser, elle semble incontestable. Mais nous ne possédons même pas cette liberté-là. J'entends un bourgeois protester et me dire : « Vous êtes fou en prétendant qu'on n'a

pas la liberté de penser ; qui vous empêche de penser comme bon vous semble ? Personne n'apporte d'entrave à la liberté de penser de qui que ce soit. Vous êtes injuste, vous êtes un homme de parti pris. Vous commencez par déclarer que nous ne jouissons pas de cette liberté primordiale qui s'appelle la liberté de penser ? Allons donc ! ».

Je réponds : « Ne jouons pas sur les mots. Quand je parle de la liberté de penser, qu'implique cette liberté ?

Elle implique trois choses. Premièrement, la pensée, car pour que la pensée soit libre, encore faut-il qu'elle existe. Deuxièmement, la pensée libre. Troisièmement, l'expression libre de cette pensée libre. En dehors de ces trois éléments constitutifs de la liberté de penser, il n'y a pas de liberté de penser.

Examinons-les. La pensée, d'abord. Est-ce que tout le monde pense ? Est-ce que tout le monde a la possibilité de penser ? Mais l'action de penser nécessite une sorte de mécanisme avec lequel il faut se familiariser. Le fait de penser exige des connaissances qui permettent à la pensée de se former et de se développer. La pensée est une fleur délicate, un arbuste fragile, qu'il faut cultiver avec soin, qui ne se développe que lentement et peu à peu. L'enfant qui naît ne pense pas. Ce n'est que plus tard, par les enseignements, les observations, les sensations venues de l'extérieur que la pensée, petit à petit, se forme. Ah ! que j'en connais des hommes et des femmes qui ne pensent à rien, quoique parvenus à l'âge de raison ! S'il n'y en a pas ici parce que vous êtes studieux, vous en connaissez bien, vous aussi, qui traversent la vie sans voir, sans entendre, comme s'ils étaient par la nature frappés de cécité ; comme s'il leur était impossible d'ouvrir l'oreille aux bruits de l'extérieur, pauvres d'esprit ne comprenant rien, fermés à tout, parce que toute pensée est inexistante chez eux.

Il faut donc, pour qu'il y ait liberté de pensée, qu'il y ait d'abord pensée.

En second lieu, il faut qu'il y ait pensée libre. Mais une pensée n'est libre qu'à une condition : c'est qu'au lieu d'entendre un seul son de cloche, on entende tous les sons de cloche, on connaisse la pensée voisine, la pensée contradictoire, le pour et le contre, afin de comparer et de comprendre. Alors, et alors seulement la pensée se dégage avec indépendance et liberté.

Enfin la liberté de penser implique cette troisième condition : la faculté d'exprimer librement, par la parole ou par l'écrit, sa pensée libre. De quoi me sert de penser, si je ne puis pas exprimer ma pensée ? Cette pensée alors, au lieu d'être un bien, devient pour ainsi dire un mal, puisque, au lieu d'avoir la joie de l'exprimer, j'ai la douleur de l'étouffer en moi.

Croyez-vous maintenant que nous soyons libres de penser ? Avais-je raison lorsque, tout à l'heure, je disais que nous ne possédons même pas cette liberté ? En réalité, personne ne possède et n'exerce ce droit de penser librement, les uns parce qu'ils ne pensent pas, les autres parce qu'ils ne pensent pas librement, les troisièmes enfin parce que, s'ils pensent et pensent librement, ils ne peuvent pas exprimer librement leur pensée.

Il n'y a que ceux dont la pensée est esclave et se courbe docilement devant l'aristocratie du moment, religieuse ou civile, il n'y a que ceux-là qui ont le droit de penser et d'exprimer leur pensée. Mais les autres, ceux qui pensent librement, d'une façon indépendante, s'ils veulent dire ce qu'ils croient être la vérité, ceux-là sont persécutés et calomniés pour que la foule ne prête pas l'oreille aux vérités qu'ils proclament.

Autre exemple : la liberté du travail ? J'entends encore un bon bourgeois me dire : « Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Bien sûr qu'elle existe, cette liberté. Il y a même des lois qui l'assurent et la protègent, et quiconque veut l'entraver est considéré comme dangereux ou criminel, poursuivi et condamné. Vous voyez bien que la liberté du travail existe. »

Je réponds : « La liberté du travail présuppose la faculté de travailler ou de ne pas travailler. Si le travail est imposé, si je n'ai pas la liberté de travailler ou de ne rien faire, c'est que je suis obligé de travailler. L'obligation n'est pas la liberté, ça en est tout le contraire. La liberté de travailler, seuls les bourgeois la possèdent. Ils ont la liberté de travailler ou de ne rien faire ou de faire travailler les autres. Et c'est en général le seul mode d'activité auquel ils ont recours. Ils préfèrent pour eux-mêmes la fainéantise. Le travailleur, lui, n'est pas libre de travailler, mais obligé de travailler puisqu'il est pris dans cette alternative : travailler ou mourir de faim. »

Je fais une supposition. Hélas, ce n'est qu'une hypothèse. Je suppose que des travailleurs se soient emparés d'un capitaliste puissant, riche. Je ne désigne personne. Chacun de vous pourra, dans sa pensée, supposer X, Y ou Z. Disons simplement qu'il s'agit d'un millionnaire, d'un capitaliste puissamment riche.

Bons garçons, pas méchants, les travailleurs qui se sont emparés de cet homme, ne lui veulent aucun mal, n'attendent pas à sa vie. Ils se bornent tout simplement à l'enfermer, à le garder de façon qu'il ne puisse pas s'évader. Ils en font en quelque sorte leur otage. Vingt-quatre, trente-six, quarante-huit heures s'écoulent. Le millionnaire captif commence à trouver le temps long. Il frappe, il appelle, on vient.

– Que désirez-vous ?

– J'ai faim, j'ai soif, je voudrais manger et boire.

– Très bien, vous allez boire, vous allez manger, que désirez-vous manger et boire ?

– Oh ! n'importe quoi ; je ne serai pas difficile, j'ai faim ; vous me donnerez si vous voulez des pommes de terre, des harengs. Si ça vous fait plaisir, un morceau de pain et du fromage et une demi-bouteille de vin, je m'en contenterai.

– Parfait, on va vous servir ; mais vous savez : c'est cent mille francs.

– Cent mille francs ! C'est une plaisanterie ! Ce n'est pas possible !

– Oh ! vous êtes libre, entièrement libre ; ce n'est pas nous qui avons faim et soif, c'est vous : vous êtes libre de payer ou de ne pas payer le prix que nous vous demandons ; mais si vous voulez boire et manger, c'est cent mille francs ; c'est à prendre ou à laisser. Personne ne vous force.

Tout d'abord exaspéré, notre homme rentre dans sa prison et ne veut rien savoir. Mais vingt-quatre, trente-six, quarante-huit heures s'écoulaient encore. Tout le monde n'est pas comme l'héroïque maire de Cork, et notre homme, qui avait l'habitude de manger à sa faim copieusement finit par se dire : « C'est bien embêtant de payer cent mille francs ce qui vaut cent sous, mais après tout c'est encore plus embêtant de ne pas manger. » Et il finit, tout en protestant, par accepter les conditions qu'on lui impose.

Eh bien, travailleurs, estimez-vous que cet homme est libre ? Qu'ayant besoin de boire et de manger, il est entièrement libre de le faire ou de ne pas le faire ?

Maintenant retournez le problème. Et ceci, ce n'est pas une supposition, hélas, c'est une douloureuse réalité. Celui qui n'a pas d'argent va à travers le monde et dit :

– J'ai faim, j'ai soif, j'ai froid.

Et le patron capitaliste vient et lui dit :

– Vous avez faim mon ami, je vais vous donner à manger, mais vous savez, il vous faudra travailler, dix heures par jour pour douze francs de salaire.

Le travailleur répondra :

– C'est trop bon marché, comme tout à l'heure le capitaliste à qui on demandait cent mille francs disait : C'est trop cher. Dix heures de travail et douze francs de salaire, je ne pourrai pas vivre avec cela !

Et le patron de lui répondre :

– Oh ! vous êtes libre, entièrement libre, tout ce qu'il y a de plus libre ; grâce à la Révolution française, vous n'êtes plus, comme votre grand-père, l'esclave obligé de travailler parce qu'il appartenait à son maître... Vous êtes libre, tout ce qu'il y a de plus libre. Mais moi aussi, je suis libre de vous occuper ou non et si vous ne voulez pas travailler dix heures pour douze francs par jour, c'est à prendre ou à laisser.

Telle est, camarades, votre liberté. Je vais peut-être soulever quelque étonnement en disant : le travail ne sera libre que lorsqu'il sera obligatoire pour tous.

Alors il n'y aura plus de parasites.

Les parasites peuvent se dispenser de travailler parce que les autres, ceux qui ne sont pas des parasites, sont dans la nécessité de travailler et de produire pour ceux qui ne produisent pas. Le jour au contraire où il n'y aura plus de parasites, tout naturellement le travail deviendra obligatoire, tout au moins moralement obligatoire, et ce sera justice. Il n'y a dans la vie que deux gestes indispensables. On peut se passer de gouvernement, de police, de magistrature, de parlement, d'armée, mais on ne peut se passer de travailler ni de consommer. Produire et consommer sont les deux gestes indispensables de la vie. Les bourgeois ne connaissent que l'un d'eux : consommer ; ils ne connaissent pas l'autre : produire. On ne peut consommer que ce qui a été au préalable produit. Or, si pour vivre il faut consommer, ceux qui veulent vivre ont le devoir de produire. Ce n'est pas une obligation imposée par X, Y ou Z, mais par la vie même. « Si tu ne produis pas, tu ne mangeras pas ! » Le travail ne sera libéré que lorsque tout le monde sera obligé de mettre la main à la pâte.

Un dernier exemple. On s'imagine que nous avons tous la liberté de manger à notre faim et ce qui nous plaît. Oui, travailleur, tu as le droit de manger tous les jours un perdreau truffé arrosé de champagne. Je te mets au défi de trouver dans le code un article qui t'interdise de manger tous les jours ce perdreau truffé arrosé de champagne. Ton droit est absolu, mais il est platonique. As-tu le moyen de te procurer champagne et perdreau ? Non. Or le droit n'est rien sans la possibilité d'en user. Le riche, le capitaliste, le banquier peuvent, si cela leur fait plaisir, absorber les mets les plus délicats et les arroser des crus les plus exquis. Ils en ont non seulement le droit, mais la faculté, les moyens. Toi, au contraire, prolétaire, tu n'as que le droit platonique. Tu n'as donc pas même le droit de manger à ta guise.

Les exemples que je viens de citer sont des plus criants et je ne veux pas pousser plus loin cette démonstration. Je me borne simplement à dire que hommes, femmes, enfants, vieillards, tout le monde porte des chaînes et que les bagnes et les prisons ne sont que l'image de la captivité dans ce qu'elle a de plus douloureux. Attentats à la liberté commis sur l'enfant à l'école, sur le jeune homme à la caserne, sur l'adulte à l'usine, sur le vieillard dans les hospices, sur les malades dans les hôpitaux, attentats à la liberté partout et sur tous ! Nous sommes censés avoir toutes les libertés : en réalité nous n'en avons aucune.

Un notable bourgeois, qui joue au démocrate, me dit :

« Eh bien ! soit, en ce qui concerne la liberté je vous donne raison et reconnais avec vous que depuis 1789 nous n'avons guère progressé dans ce domaine ; mais rendez justice aux progrès accomplis dans le domaine de l'égalité. Il n'y a plus aujourd'hui ni castes, ni classes. Les inégalités ont disparu. Nous vivons au sein d'une démocratie véritable et, comme dit l'autre, la démocratie coule à pleins bords. Par le travail et l'économie, tout le monde peut devenir riche, de même que par le savoir et le talent tout le monde peut atteindre aux dignités et au pouvoir, même à la première magistrature de l'État qui peut être exercée par un paysan adroit, comme, dans le

domaine économique, la fabrique la plus considérable peut être dirigée par un ouvrier intelligent. Vous voyez bien que l'égalité existe... »

Il y a longtemps que je connais cette chanson dont les couplets valent le refrain comme le refrain vaut les couplets. Mais il ne s'agit pas de chanter, il faut vivre. Or, tout ce qui existe : sol, sous-sol, instruments de travail, les maisons que nous habitons, les vêtements que nous portons, les bibliothèques dans lesquelles sont accumulées toutes les connaissances humaines, les musées dans lesquels sont entassés tous les trésors artistiques de l'humanité, en un mot tout cet entassement de richesses et cette accumulation de trésors qui caractérisent notre société contemporaine, tout cela ce n'est pas l'œuvre de quelques-uns, d'une minorité ni d'une majorité, c'est l'œuvre de tous. Il a fallu le travail opiniâtre, le labeur persévérant de toutes les générations qui nous ont précédés dans l'histoire pour arriver à un résultat aussi merveilleux dans le domaine de la science, de l'art, de l'industrie, de l'agriculture, etc. Ce n'est pas seulement aux patientes recherches de quelques savants ou de quelques inventeurs que nous devons l'automobile, l'aviation, les chemins de fer, la navigation, le machinisme et les autres progrès de la science, c'est aux recherches obstinées de tous les hommes qu'est dû tout cela. Par conséquent cela devrait constituer le patrimoine de tous, l'héritage commun. Il n'en est rien. Quelques hommes, groupés en classe possédante et dirigeante, se sont taillés la part du lion dans ce patrimoine. Ils ont tout pris, ne laissant aux autres, que ce qu'ils ne pouvaient pas utiliser eux-mêmes. Vous voyez bien qu'il n'y a pas d'égalité.

Vous prétendez que les castes ont disparu ? Mais les classes ont persisté. Il y a aujourd'hui comme autrefois ceux qui sont riches et ceux qui sont pauvres, ceux qui travaillent et ne possèdent rien, et ceux qui ne travaillent pas et possèdent tout.

Vous dites : « Tout de même ce n'est pas comme autrefois ; il y avait d'une part les nobles et d'autre part les roturiers ; aujourd'hui les riches, les millionnaires ne pourraient pas se permettre les violences que se permettaient les seigneurs d'autrefois envers les manants. »

Oui, c'est possible. Mais je n'en suis pas encore très sûr. Les millionnaires d'aujourd'hui y mettent peut-être plus de formes. Mais ce n'est pas qu'ils n'aient la tentation d'imiter les seigneurs d'autrefois ; seulement le prolétaire d'aujourd'hui ne tolérerait pas de telles façons !

« Et puis, ajoute le bourgeois, il n'y a plus aujourd'hui, entre les uns et les autres, les barrières infranchissables qui séparaient ceux-ci de ceux-là. »

Je ne vous le fais pas dire : barrières infranchissables ! Mais, s'il n'y avait plus de barrières, vous n'auriez pas besoin d'ajouter qu'elles ne sont plus infranchissables. Dire qu'il n'y a plus de barrières *infranchissables*, c'est reconnaître qu'il y a tout de même encore des barrières.

Aujourd'hui on appelle cela la *barricade*.

Vous dites que tel qui était pauvre a pu devenir riche ? Mais si la situation de X, Y ou Z s'est modifiée, il n'y a eu qu'un changement de personne ; celui qui était à droite est passé à gauche, celui qui était à gauche est passé à droite, mais en réalité la barricade reste quand même. Elle reste debout, comme le veau d'or.

Les titres nobiliaires ont été abolis ? Peut-être. Mais que faites-vous des titres de rente ? La féodalité de la finance existe toujours. Jadis la richesse appartenait à quelques familles nobles. Aujourd'hui, elle appartient à environ dix mille individus, industriels, commerçants, banquiers. On rencontre ces gens, dans toutes les grosses affaires, dans toutes les vastes entreprises, dans toutes les spéculations. Ils constituent la vaste association de malfaiteurs qui fait peser sur nous sa tyrannie ; ils s'entendent comme larrons en foire. Quand ils font semblant de se quereller, leurs querelles sont plus apparentes que réelles. Elles ne sont que de surface. Quand ils ont l'air de se faire la guerre, ils se réconcilient sur notre dos et leurs querelles s'apaisent, aussitôt que nous leur inspirons quelques craintes.

Plus de castes ?

Si vous voulez, mais il y a deux classes antagoniques, deux classes dont les intérêts sont irréductiblement opposés. Tout ce qui fortifie l'une affaiblit l'autre. Quand l'une s'enrichit, l'autre s'appauvrit. Quand l'une avance, l'autre recule. C'est mathématique et c'est fatal. Pourquoi ? Parce que la richesse et le pouvoir des uns sont faits de la pauvreté et de l'asservissement des autres.

Je veux insister sur ce point fort important parce que je veux le rattacher non seulement à la banqueroute de l'égalité, mais aussi à la faillite de la fraternité. Et laissez-moi, pour cela, recourir à un de ces moyens oratoires qui me sont familiers : une image.

Voici deux berceaux. Deux enfants viennent de naître ; ils sont venus au monde dans les mêmes conditions ; la nature n'a pas fait d'avance l'un riche et l'autre pauvre. Et cependant, l'un est dans un berceau de paille et de misère, l'autre est dans un berceau de dentelle et de soie. Ce dernier trouve cent mille francs de rente dans son berceau. Il a la bonne fortune d'appartenir à une famille millionnaire. Et l'autre, que trouve-t-il dans ce berceau ? Rien, me direz-vous ? Erreur.

Tout le monde trouve quelque chose dans son berceau : les uns des rentes, les autres des dettes. Si l'on trouve cent mille francs de rente dans son berceau, c'est parce que dix, vingt, trente, cinquante autres enfants trouvent cent mille francs de dettes dans le leur. Et cela se comprend. Posséder cent mille francs de rente, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire pouvoir dépenser chaque année, en objets de toute nature, jusqu'à concurrence de cent mille francs, sans être obligé de produire soi-même la valeur d'un centime. Or, il est évident que consommer

ce qu'on ne produit pas soi-même, c'est consommer ce qui a été produit par les autres, et ce sont ces dix, vingt, trente, cinquante enfants pauvres qui auront à produire, leur vie durant, de quoi permettre à l'enfant riche de dépenser chaque année, sans rien faire, ses cent mille francs de rente.

Je crois qu'il est difficile d'expliquer d'une façon plus claire et plus simple cette vérité fondamentale, à savoir que la richesse des uns est faite de la pauvreté des autres comme l'oisiveté dorée des uns est entretenue par le travail excessif des autres.

Et vous voulez que dans un pareil monde il y ait égalité et fraternité ?

Fraternité ? Quelle cruelle ironie ! Les uns ont hérité de tout, les autres ont été dépossédés de tout. Les uns voient s'ouvrir devant eux une carrière magnifique et facile, et l'horizon des autres est déjà sombre quand ils sont petits. Aux uns tous les sourires, toutes les joies ; aux autres toutes les amertumes de la vie. Belle fraternité, vraiment ! Au lieu de partager les joies et les peines, les craintes et les espérances, les douleurs et les satisfactions, les défaites et les victoires, l'abondance et la disette, le contraste de la richesse et de la pauvreté rend la misère plus douloureuse encore !

Avez-vous remarqué le dimanche, les mal vêtus ? Ils semblent encore plus loqueteux que les jours de semaine. Ils paraissent encore plus déguenillés que les autres jours. Pourquoi ? Parce que les bien vêtus sont, ce jour-là, encore mieux habillés. De telle sorte que la misère se trouve en quelque sorte accrue par le contraste existant entre la détresse des uns et l'opulence des autres. A la campagne, les enfants marchent pieds nus. On n'y fait pas attention. Et en ville, quand vous voyez un pauvre enfant n'ayant pas de chaussures à ses pieds, en plein hiver, ne sentez-vous pas qu'il y a là quelque chose de plus poignant encore que si c'était à la campagne ?

Et l'affamé à la porte d'un restaurant ? Que l'on y mange bien ou mal, pour lui ça n'a pas d'importance, cela fût-il mauvais, c'est encore meilleur que rien ! Avez-vous vu la figure d'un affamé, plus contractée par la détresse, quand il se trouve en face d'un restaurant ? Pourquoi ? Parce qu'il y a contraste entre le besoin non satisfait du ventre creux et l'appétit largement satisfait des autres.

Mirabeau, un des plus grands orateurs de la Révolution française, le plus grand peut-on dire, disait : « Je ne connais que trois moyens de vivre, pour celui qui ne possède pas de fortune : mendier, voler ou travailler. »

La parole de Mirabeau est aujourd'hui aussi exacte que lorsque, il y a cent trente ans, ce grand orateur l'a prononcée. Je ne connais pas, pour l'homme qui n'a pas de fortune d'autre moyen de vivre que de mendier, voler ou travailler.

Mendier, lorsqu'on a des bras vigoureux et que l'on peut gagner sa vie en travaillant, c'est une humiliation contre laquelle notre dignité se cabre et s'insurge. Et puis, mendier, c'est défendu ! Les prisons regorgent de pauvres diables qui ont additionné, multiplié les condamnations pour vagabondage et mendicité, et qui passent dans les prisons la moitié de leur vie ! A peine sortis, ils tendent à nouveau la main. C'est un délit. On n'a même pas le droit de mendier et d'être sans le sou !

Voler ! Ma foi, c'est chose dangereuse, je ne parle pas des vautours déployant leurs larges ailes sur les hauts sommets de la finance, de la mercante, de l'industrie ou du commerce et qui, de ces hauteurs foncent impunément sur les passereaux qui s'aventurent dans leurs parages ! Non, je ne parle pas de ces grands rapaces. Je parle du petit oiseau qui grappille, du petit voleur qui prend un morceau de pain ici, une bricole là, qui vit comme il peut, qui se défend selon les circonstances. Celui-là commet un crime, ou un délit, il est châtié ! Et puis, le vol, ce n'est pas un moyen d'existence. Je me garderai bien de le conseiller à qui que ce soit, parce que ça ne nourrit même pas son homme ?

Reste donc le troisième moyen : travailler. Travailler ! Ah, si l'on pouvait toujours travailler ! S'il suffisait de vouloir travailler pour pouvoir le faire ! Je ne dis pas que le problème social serait résolu, mais ce serait toujours un point acquis et un point d'importance. Or, promenez-vous actuellement dans les rues de Paris, allez à la porte de la Bourse du travail, allez dans les permanences de syndicats, allez dans les bureaux de placement, dans toutes les officines où l'on s'occupe de trouver du travail et d'en donner à ceux qui en cherchent, et vous verrez l'interminable queue de chômeurs. Et la crise de chômage n'est encore qu'à ses débuts. Vous verrez dans deux ou trois mois.

Travailler n'est pas au pouvoir de tout le monde. Il faut avoir l'instrument de travail, le sol ou le sous-sol, l'usine, le chantier ou l'atelier. Aussi longtemps que le travailleur n'aura pas les instruments de travail, pour le paysan : le sol ; pour le mineur : la mine ; pour le métallurgiste : l'usine ; pour l'ouvrier du bâtiment : la construction, etc., le droit au travail sera encore problématique.

Et, maintenant, il ne me reste plus qu'à récapituler et à conclure.

J'ai tout d'abord établi que la bourgeoisie, depuis près d'un siècle, fait peser sur la Nation une Dictature de fer.

J'ai démontré que les trois grands principes proclamés par la Révolution française : Liberté, Égalité, Fraternité, ont été et sont odieusement violés.

J'ai prouvé l'existence d'une féodalité capitaliste plus oppressive peut-être que l'ancienne féodalité.

J'ai souligné le contraste scandaleux entre l'opulence des uns et la détresse des autres.

J'ai signalé la formation d'une immense association de malfaiteurs basée sur le vol, le mensonge et la violence.

C'est cet ensemble de constatations et de faits qui affirme la faillite de la Rédemption bourgeoise, après celle de la Rédemption chrétienne.

Pour conclure, je voudrais jeter un coup d'œil sur l'heure présente.

Les prêcheurs de guerre – ces amis de la fraternité ! – ont dit et disent encore : « La guerre a tout changé, les dissensions entre patrons et ouvriers, entre riches et pauvres se sont apaisées dans la fraternité des tranchées. Il s'est établi entre ces hommes confondus dans les mêmes dangers des relations affectueuses, une sorte d'union, de pacte désormais indissoluble. »

D'abord, ce langage n'est pas conforme à la vérité. Il n'y a pas eu entre patrons et ouvriers, entre riches et pauvres, ni à l'avant ni à l'arrière, ni sur le front ni à l'intérieur du pays, cette fraternité dont on nous parle. Ceux qui en sont revenus nous ont formellement déclaré qu'il y avait toujours eu, comme par le passé, ces barrières, ces cloisons étanches entre les officiers et les simples soldats ; sans compter que si, au début, presque tous les hommes valides furent touchés par la mobilisation, on sait que plus tard, quelques semaines après, les riches, les patrons ont tiré parti de leur situation pour se faire réformer ou se faire rejeter dans un service de l'arrière ou se faire embusquer dans un poste quelconque.

Les pauvres bougres, ceux de la campagne surtout, sont restés au danger. Par conséquent cette prétendue confraternité d'armes n'existe pas.

Je serais curieux de savoir quelle est la proportion des riches, des patrons, des privilégiés dans le chiffre de 1 700 000 morts et dans celui de 2 millions de mutilés et victimes de la guerre.

Et, la guerre finie, nous voyons les nouveaux riches former une catégorie de parvenus plus exigeants, plus insolents, plus agressifs que jamais. Cette bande de flibustiers, qui ont tiré parti de la guerre pour ramasser des millions dans le sang, est sans pudeur et sans retenue. Patrons, ils organisent systématiquement le chômage pour mieux exploiter la classe ouvrière, pour lutter contre les huit heures et les hauts salaires. Commerçants, ils organisent la vie chère. Ces forbans sont appuyés par le parlement, par la presse et par le gouvernement tombés dans la plus basse réaction. Aussi, ceux qui sont tentés de parler haut sont arrêtés, emprisonnés et condamnés au silence. La bourgeoisie se sent menacée par la Révolution et, en prévision des assauts que les ouvriers pourraient diriger contre les usines, les centres industriels organisent des unions civiques et le gouvernement possède une armée de plus en plus considérable de soldats, de policiers et de gendarmes. Elle sent que nous marchons vers une Révolution et dresse contre elle, en éléments étroitement soudés, toutes les forces que groupe ce que j'appelle la *Confédération générale du Vol, du Mensonge et de la Violence*.

Il importe d'opposer à cette dictature de la bourgeoisie, à cette vaste association de malfaiteurs que forment nos adversaires ce que j'appellerai la Confédération générale de la Résistance.

Il est urgent d'appeler à nous tous ceux qui sont las et exaspérés d'être les éternels spoliés, d'être ceux qui produisent toujours et ne possèdent jamais, qui vivent dans les privations tout en créant toutes les richesses.

Faisons appel à tous les êtres de franchise, de loyauté, de droiture, de conscience haute et de volonté ferme, d'esprit clair et de cœur sensible, indignés de voir le mensonge couler à pleins bords et régner en souverain dans la presse et au parlement ; enfin, faisons appel à toutes les énergies, à toutes les volontés qui veulent résister au patronat arrogant et au gouvernement dictatorial que nous subissons.

Ils seraient légion, si on le voulait, ceux que galvaniserait une croisade dirigée dans ce sens contre le vol, le mensonge et la violence capitalistes, à condition que cette croisade soit passionnée et persévérante.

Eh bien, organisons-la et que rien ne nous empêche de la mener jusqu'au bout, jusqu'à ses ultimes conséquences.

Sans doute ceux qui forment la Confédération du Vol, du Mensonge et de la Violence ne manqueront pas de crier qu'il y a là comme un complot dirigé contre la sûreté intérieure de l'État, puisque l'État c'est eux, puisque le vol pratiqué par eux est, pour eux, l'honnêteté, puisque le mensonge est pour eux, la vérité, puisque la violence est, pour eux, la persuasion.

Il est évident qu'ils considéreront qu'il y a là matière à poursuites et qu'en voulant dresser contre eux la Confédération générale de la Résistance nous commettrons un véritable attentat contre la sûreté intérieure de l'État.

Cela, camarades, pour ma part, je l'accepte. Il y a trente-cinq ans que je conspire dans ces conditions et, ne fût-ce qu'une fois dans ma vie, je veux être *jusqu'au-boutiste* : j'entends rester conspirateur *jusqu'au bout*.

(Texte extrait du site libertaire **Bibliolib**)